

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **6 juillet 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le quatre juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 juin 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 26

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Isabelle **CREVEL**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**
Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Retardée ayant donné pouvoir : 1

Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 juillet 2022

2022.07/80/INFO4

INFORMATION AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX SUR L'UTILISATION PAR MONSIEUR LE MAIRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DE DROIT ET CELLE ACCORDÉE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – COMMUNICATION

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe les domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT

-Que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISIONS DU MAIRE

N° Décision	TITRE
DE2207I_1QOPR	QOPR - Convention entre l'association « Protection Civile Normandie Seine » (PCNS) et la commune de Montivilliers
DE2207I_2M	MARCHES PUBLICS – Travaux de réfection des sanitaires écoles J. Ferry et Victor HUGO – lot n°3 « électricité » - Modification n°1 - Signature
DE2207I_4M	MARCHES PUBLICS – Création d'un parc jardin Sente des Rivières - Déconstruction et enlèvement des déchets – Accord-cadre à bons de commande - Signature
DE2207I_6M	MARCHES PUBLICS – Contrôle de sécurité dans les ERP – Modification n°4 – Signature
DE2207I_8M	MARCHES PUBLICS – Maintenance des systèmes incendie – Modification n°3 - Signature
DE2207I_9M	MARCHES PUBLICS – Maintenance des alarmes anti-intrusion – Modification n°4 – Signature
DE2207I_10M	MARCHES PUBLICS – Travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration des installations électriques et informatiques – Accord-cadre à bons de commande - Signature
DE20220411_3SC	CULTUREL – Tri des objets déclassés de l'ancienne boutique de l'Abbaye
ARRETE 2022-752	FINANCES - Utilisation des dépenses imprévues – Section d'investissement
DE2205I_1PS	SOLIDARITÉS – Attribution par l'État d'une subvention de fonctionnement pour la Maison France Services
DE2206I_1SP	SPORTS – Donation de matériel sportif de la part du CFA

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_1QOPR

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité d'organiser la réponse de sécurité civile en cas de crise sur le territoire de la commune
- La nécessité de s'appuyer sur des intervenants de sécurité civile formés et opérationnels en cas de crise sur le territoire de la commune
- L'opportunité de partager des savoirs entre les services municipaux et des intervenants de sécurité civile,

DÉCIDE :

De signer une convention entre l'association « Protection Civile Normandie Seine » (PCNS) et la commune de Montivilliers.

Fait à Montivilliers, le 7 avril 2022

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 04/05/2022
Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_2M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le marché de travaux de réfection des sanitaires des écoles J. Ferry et V. Hugo à Montivilliers, lot n° 3 « électricité », signé avec l'entreprise HERVE THERMIQUE (Parc de l'Estuaire – rue de la Plaine – 76700 GONFREVILLE L'ORCHER) ;
- La nécessité de prendre en compte des prestations supplémentaires non prévues au marché.

DÉCIDE :


- De signer une modification n° 1 avec l'entreprise HERVE THERMIQUE concernant les prestations suivantes :
 - Fourniture, pose et raccordement de 5 avertisseurs lumineux d'alarme incendie au sein des deux écoles ;


Cette modification représente une plus-value de 1 000.00 € HT soit 1 200.00 € TTC.

De ce fait, le montant du marché qui était initialement 3 390.00 € HT soit 4 068.00 € TTC, passé à 8.800,00€ HT soit 10.560,00 € TTC suite à l'affermissement de la tranche optionnelle, puis modifié par le présent avenant, passe aujourd'hui à **9.800,00 € HT soit 11.760,00 € TTC.**

Imputation budgétaire
Exercice 2021 – Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 212
Nature et intitulé : 2135 (aménagement des constructions)

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 06/05/2022
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 06/07/2022
Reçu en préfecture le 06/07/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_4M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 08 mars 2022.

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de procéder à la démolition, à la déconstruction et à l'enlèvement des déchets dans le cadre de la création d'un parc jardin le long de la sente des rivières, à Montivilliers ;
- La consultation publique lancée le 31 décembre 2021 ;

DECIDE :

De signer un accord-cadre mono attributaire avec la SAS BALBIANO - ZA de Coupeauville – rue des Entrepreneurs – 76133 EPOUVILLE.

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

- maximum annuel HT : 450 000 euros

L'accord-cadre prendra effet à partir de sa date de notification et ce pour la durée globale d'exécution des travaux.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord cadre.

Imputation budgétaire
Exercices 2022 - Budget Principal
2313 : Constructions
823 : Espaces Verts Urbains
Opération 10012 : Terrain TERNON – Sente des Rivières

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

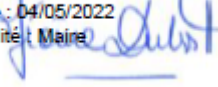
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 04/05/2022


Qualité : Maire



République Française



Envoyé en préfecture le 04/05/2022
Reçu en préfecture le 04/05/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220428-DE22071_6M-AR

Envoyé en préfecture le 06/07/2022
Reçu en préfecture le 06/07/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_6M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réglementation en vigueur pour le contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- Le marché de contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public, contrôle des matériels, équipements et engins de travail, signé avec la société DEKRA Industrial SAS (Agence du Havre – 300 Boulevard Jules Durand – 76600 LE HAVRE), et notifié le 06 mars 2020 ;
- La nécessité d'effectuer des modifications au marché de contrôle de sécurité actuel ;

DÉCIDE :

De signer une modification n° 4 avec la société DEKRA Industrial SAS pour les prestations suivantes :

- Vérification périodique des installations électriques et éclairage pour l'Espace Intergénérationnel Christiane Mandeville (ex CIO) – 4 rue du Champ de Foire, pour un montant de 96 euros HT/an, soit 115,20 euros TTC/an.

Imputation budgétaire
Exercice 2021 et suivant
Sous-fonction et rubriques : 01 (local associatif)
Nature et intitulé : 6156 : maintenance

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

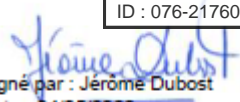
Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE


Signé par : Jérôme Dubost

Date : 04/05/2022

Qualité : Maire

République Française



Envoyé en préfecture le 18/05/2022

Reçu en préfecture le 18/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220517-DE2207I_8M-AR

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2207I_8M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réglementation en vigueur relative à la maintenance des systèmes incendie des bâtiments ;
- Le marché de maintenance des systèmes incendie (lot 1) et alarmes anti-intrusion (lot 2) des bâtiments de la Ville, notifié à la société IMS SECURITE.COM le 24 décembre 2018 ;
- La nécessité d'intégrer des matériels complémentaires au lot n°1 « système incendie » ;

DÉCIDE :

De signer une modification n° 3 avec la société IMS SECURITE.COM – ZA Le Mesnil – 375 rue de Freyssinet – 76290 SAINT MARTIN DU MANOIR, pour intégrer les matériels supplémentaires installés au gymnase Max LOUVEL, à savoir :

- 6 déclencheurs manuels,
- 13 diffuseurs sonores,
- 47 diffuseurs lumineux,
- 2 portes coupe-feu

La maintenance de ces nouveaux matériels s'élève à un montant de 370,00 euros HT/an, soit 444,00 euros TTC/an.

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Sous-fonction et rubriques : 01

Nature et intitulé : 6156 : maintenance

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST



Signé par : Jérôme Dubost

Date : 18/05/2022

Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

Envoyé en préfecture le 18/05/2022

Reçu en préfecture le 18/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220517-DE2207I_9M-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2207I_9M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réglementation en vigueur relative à la maintenance des alarmes anti-intrusion des bâtiments ;
- Le marché de maintenance des systèmes incendie (lot 1) et alarmes anti-intrusion (lot 2) des bâtiments de la Ville, notifié à la société IMS SECURITE.COM le 24 décembre 2018 ;
- La nécessité d'intégrer des matériels complémentaires au lot n°2 « alarmes anti-intrusion »

DÉCIDE :

De signer une modification n° 4 avec la société IMS SECURITE.COM – ZA Le Mesnil – 375 rue de Freyssinet – 76290 SAINT MARTIN DU MANOIR, pour intégrer les matériels supplémentaires installés au gymnase Max LOUVEL, à savoir :

- 3 DGP 8 zones,
- 1 DGP sortie
- 24 détecteurs volumétriques
- 5 claviers
- 8 sirènes intérieures

La maintenance de ces nouveaux matériels s'élève à un montant de 248,00 euros HT/an, soit 297,600 euros TTC/an.

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Sous-fonction et rubriques : 01

Nature et intitulé : 6156 : maintenance

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

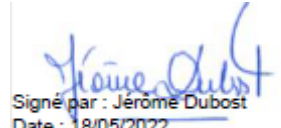
ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

Fait à Montiverniers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST



Signé par : Jérôme Dubost

Date : 18/05/2022

Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2207I_10M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le procès-verbal de la commission marché du 10 mai 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de relancer un marché public relatif à des travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration des installations électriques et informatiques pour la Ville de Montivilliers ;
- La consultation publique lancée le 24 mars 2022 ;

DECIDE :

De signer un accord cadre mono attributaire à bons de commande avec la société SFEE – SAS – PA des Hautes Falaises – 76400 SAINT LEONARD

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante : maximum annuel HT : 150 000 euros.

L'accord-cadre prendra effet à partir de sa date de notification pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, chaque année sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur. La durée totale ne pourra excéder 4 années.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord-cadre.

Imputation budgétaire
Exercices 2022 et suivants - Budget Principal
615221 – Entretien des bâtiments
2135 – Constructions – installations générales
Toutes fonctions selon les besoins

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

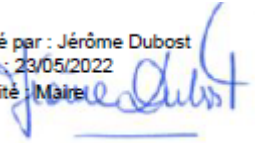
Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 23/05/2022

Qualité : Maire



Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

Envoyé en préfecture le 31/05/2022

Reçu en préfecture le 31/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220523-DE220411_3SC-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE20220411_3SC

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.1511-7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de faire de la place dans l'Abbaye, un tri doit être fait au niveau des objets déclassés de l'ancienne boutique,
- Qu'une autre partie peut faire l'objet d'une cession gratuite au Centre Social Jean Moulin comme cadeau au public du forum des Associations organisé annuellement par la Ville de Montivilliers,
- Que par délibération du 26 mai 2020, le Maire peut décider de l'aliénation de gré à gré jusqu'à 4600 euros,

DÉCIDE :

- D'acter la réutilisation des différents objets déclassés de l'ancienne boutique de l'Abbaye qui ne peuvent pas être réutilisés suivant les modalités exposées dans le tableau en pièce jointe
- D'autoriser Monsieur le Maire à céder à titre gratuit au Centre Social Jean Moulin les biens mobiliers comme stipulé dans le tableau en pièce jointe.

Fait à Montivilliers, le 11 avril 2022

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 31/05/2022
Qualité : Maire

ANNEXE :

Intitulé	Délibérations	Quantité	Prix vente TTC à l'unité	Total	Recyclage	Motif de recyclage	Quantité pour archives	Recyclage
Sac à dos	Délibération N° 15 du 20 décembre 2001	84	14,00 €	1 176,00 €	82	Invendable / Ancien logo	2	Centre Social Jean Moulin Cadeaux pour forum des associations
Sac coton anses courtes	Délibération N° 15 du 20 décembre 2001	182	3,00 €	546,00 €	180	Invendable / Ancien logo	2	
Sac coton anses longues	Délibération N° 15 du 20 décembre 2001	159	3,00 €	477,00 €	157	Invendable / Ancien logo	2	
Sac Conférence	Délibération N° 15 du 20 décembre 2001	102	13,50 €	1 377,00 €	100	Invendable / Ancien logo	2	
Tee shirt	Délibération N° 15 du 20 décembre 2001	103	7,50 €	772,50 €	103	Invendable / Ancien logo	3	
Total				4 378,50 €				

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

Envoyé en préfecture le 09/06/2022

Reçu en préfecture le 09/06/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220607-2022_752-AR



ARRETE N° 2022 -752

FINANCES

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire de la Commune de Montivilliers,

VU le budget primitif 2022 du budget annexe activités assujetties à la 2022 ;

VU le budget supplémentaire 2022 du budget annexe activités assujetties à la TVA ;

VU les dispositions des articles L.2322-1 et L.2322-2 du code général des collectivités territoriales concernant la procédure des dépenses imprévues ;

ARRETE

Article 1 : une révision de prix est intervenue sur le marché de maîtrise d'œuvre du projet des hallettes.

Article 2 : Ce montant à payer n'a pas été prévu dans les restes à réaliser, ni au budget primitif ni au budget supplémentaire du budget annexe activités assujetties à la TVA, ainsi il faut utiliser la procédure des dépenses imprévues afin d'honorer cette dépense auprès de la société Océade titulaire du marché de maîtrise d'œuvre pour le projet des hallettes.

Article 3 : Un virement de crédits a donc été fait comme suit :


020 - 01 « Dépenses imprévues » : - 661 €

23 - 2315 - 90 « Immobilisations en cours - Installations, matériel et outillage techniques » : + 661 €

Article 4 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Montivilliers, le 6 juin 2022

Jérôme DUBOST,
Maire de Montivilliers


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 09/06/2022
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220704-M_DE220704_80-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2022

Reçu en préfecture le 23/06/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-267600955-20220617-DE2205I_1PS_1-DE

DÉCISION N° DE2205I_1PS

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La volonté municipale d'offrir un service public au plus près de la population par la mise en place d'une Maison France Services sur la commune,

DÉCIDE :

- De se voir accorder la contribution de l'Etat par la Préfecture de Seine-Maritime pour le fonctionnement de la Maison France Services.
- De recevoir la somme de 30 000,00 €.

Imputation budgétaire
Exercices 2022 - Budget Principal
Nature : 74718
Fonction : 520

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 23/06/2022
Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2206I_1SP

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- L'intérêt de la ville de Montivilliers d'accepter une donation de matériel sportif de la part du CFA du bâtiment implanté sur son territoire et géré par la Région Normandie ;

DECIDE :

D'autoriser le don de 72 tatamis du CFA du bâtiment, implanté sur son territoire et géré par la Région Normandie, qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

Sans incidence budgétaire

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 23/06/2022
Fonction : Maire